

GESTION ET EXÉCUTION	
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	Modalité du projet <b>GESTION DIRECTE</b> par : Subventions <b>GESTION INDIRECTE</b> avec l’AFD et/ou une autre agence des États membres

## 1.2. Résumé de l’Action

Les défis de la décentralisation au Togo, les problématiques liées à la gestion des filières de gestion des ordures ménagères et de gestion des boues de vidange dues à la faiblesse structurelle des collectivités territoriales, combinées à une démographie galopante au niveau des centres urbains, motivent l’Action décrite dans le présent document. Celle-ci vise à **renforcer les services publics locaux dans les villes principales du Togo** dans le domaine de la gestion des déchets.

L’Action aura pour objectifs spécifiques :

- **OS 1. L’augmentation des capacités des collectivités territoriales (communes) en matière de gestion des déchets (solides et liquides)** – DCP domaine prioritaire 3 (« Société apaisée et résilience ») avec l’appui à la décentralisation, la répartition des compétences et la participation citoyenne.
- **OS 2. L’amélioration de la salubrité à travers la limitation des déchets et des nuisances environnementales** – DCP domaine prioritaire 1 (« Développement humain ») à travers l’accès aux services sociaux de base, énergétiques et numériques ; et domaine prioritaire 2 (« Gestion des ressources naturelles ») à travers la préservation de l’environnement et la biodiversité ;

L’action sera constituée de deux volets :

- **Volet 1 : L’accompagnement des communes** principales dans les 5 régions du pays (Dapaong, Kara, Sokode, Atakpamé et Tsévié) dans la mise en fonctionnement des investissements faits dans le cadre du Projet Eau potable et Assainissement au Togo-Phase 1 (PEAT 1) ainsi que du Projet Eau potable et Assainissement au Togo-Phase 2 (PEAT 2) du 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED) et dans la gestion technique et financière de la filière des déchets, depuis la collecte jusqu’au tri.
- **Volet 2 : L’augmentation des capacités techniques du Centre d’Enfouissement Technique (CET) de Lomé** en y intégrant notamment une dimension de tri, de recyclage, de valorisation des déchets et de production de biogaz, mais aussi des capacités de la gestion intercommunale

Cette action s’appuiera sur la poursuite de la coopération avec l’AFD dans la gestion de la filière de déchets pour valoriser les programmes en cours et permettre d’intégrer une composante locale dans les programmes à venir en lien avec les nouveaux défis institutionnels. Aussi, elle garantit l’opérationnalisation de la décentralisation par la capacitation technique et financière des collectivités territoriales en matière d’assainissement, tout en appuyant la transition écologique.

Cette action s’inscrit dans le cadre du **Pacte Vert**, et notamment du **Plan d’Action Économie Circulaire**, ainsi que de la priorité emploi et croissance. Elle contribuera à l’**ODD 6** « eau propre et assainissement ». Elle contribuera aussi à l’émergence de ville et communes durables (**ODD11**), à la création d’emplois décents (**ODD8**), à la réduction des inégalités (**ODD10**), à la lutte contre le changement climatique (**ODD13**) et aux conditions de vie des populations et de leur santé (**ODD3**).

L’action est également en droite ligne avec les grands thèmes du Consensus européen, notamment sur les thèmes « Peuples », « Planète » et « Prospérité ».